



« ...Jeune cherche avenir dans société en crise... »

Les jeunes sont partie prenante de la majorité des mouvements sociaux. Pourtant, leurs conditions de vie ne cessent de se durcir. Portrait d'une génération qui porte particulièrement les stigmates de la société actuelle.

p 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 864

29 janvier 2009

prix: 0,70 €



TOUS ENSEMBLE !



■ PCF : LE PLAN D'URGENCE SOCIALE !

Campagne de masse du PCF pour aller à la rencontre des salariés du département. 40 000 tracts diffusés à la porte de plusieurs dizaine d'entreprises.

P 3

■ SANTÉ

Le sous financement de l'Hôpital et de la santé ne laisse pas les français indifférents.

P 5

■ COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Conseiller régional communiste, Hubert Delahaie



appelle à une véritable réforme des collectivités territoriales pour leur permettre de répondre aux missions qui leur sont confiées.

P 7



BANQUET DU PCF

Le traditionnel banquet annuel du PCF aura lieu Vendredi 30 Janvier à Indre

L'actualité politique...

EN BREF

Mégalo Ségo

"J'ai inspiré Obama et ses équipes nous ont copiés". Ce n'était certainement pas la Saint Modeste, mais les nombreux commentaires que cette sortie de Ségolène Royal toute en finesse a suscité témoignent combien de nombreuses personnes restent déterminés à lui faire sa fête.



Mégalo Sarko

D'ailleurs, Ségolène se trompe, c'est Nicolas Sarkozy qui a inspiré Obama puisque selon le conseiller de l'Élysée François de La Brosse, "Barack TV est un copier-coller de NSTV." (la télé en ligne de Sarkozy pour sa campagne de 2007)

Bonne nouvelle !

Eric Woerth et Christine Lagarde qualifient de « bonne nouvelle » la baisse du taux de rémunération du Livret A (de 4% à 2,5% NDLR) puisque cela signifie qu'il y a « moins d'inflation ». Pour une bonne nouvelle...

Bonne nouvelle (bis) !

3 milliards d'euros de bénéfices pour BNP, 2 milliards pour la Société Générale, 1 milliard pour le crédit Agricole... Et pourtant, ces mêmes banques puiseront probablement dans la deuxième tranche de 10 milliards d'euros octroyés par le gouvernement. De là à observer que le gouvernement favorise les bénéfices avec de l'argent public ponctionné aux petits épargnants...

Petit remaniement entre ami

On appelle ça un remaniement ministériel, il s'agit normalement d'impulser des politiques nouvelles avec des gens nouveaux. Quand quelques ministres échangent leur portefeuille, il ne se passe pas grand-chose. Ah, si, Xavier Bertrand prend la tête de l'UMP. En gros, le changement à la tête du parti majoritaire préside les changements gouvernementaux.



Point de vue

par Michel Rica

160 000 chômeurs de plus en 4 mois, 210 000 sur les 6 prochains mois en France. Dans notre région, la Loire-Atlantique est durement frappée : Jusqu'à Avril, ce sont près de 100 000 heures de chômage technique pour les seuls salariés des chantiers navals, soit 19 à 20 jours par salarié. Cette situation est insupportable mais le gouvernement poursuit avec cynisme son œuvre destructrice au service des forces d'argent et tente d'installer dans la durée un pouvoir autoritaire.

Ça ne peut plus durer !

La situation invite toute la gauche à prendre la mesure de ses responsabilités. A quelques

mois des élections européennes, cela devrait inviter à la réflexion ceux qui à gauche répètent depuis des années que le libéralisme économique constitue l'unique voie pour l'Humanité.

Les communistes ne se résignent pas. Ils ont décidé en congrès de poursuivre l'histoire du PCF. Ils veulent mettre toute leur énergie dans les mobilisations actuelles, participer à tous les fronts, contribuer à des rassemblement politiques à vocation majoritaire comme à des luttes, parfois avec d'autres, pour obtenir des résultats immédiats.

Ils sont porteurs de propositions d'actualité pour faire face à l'urgence sociale. Ces propositions,

Les salariés, les syndicats et les forces de gauche disposent d'une force considérable, capable de mettre le gouvernement en échec

ils les mettent à la disposition des salarié(e)s, des jeunes, des familles populaires, de toutes celles et tous ceux qui aspirent au changement. Avec la conviction que les mobilisations sociales sont de puissants moteurs pour le changement, le Parti Communiste

souhaite faire grandir des exigences politiques. C'est tout le sens de la campagne nationale à destination des entreprises pour proposer le plan d'urgence du PCF que les communistes ont relayé massivement dans le département en allant à la rencontre de milliers de salarié(e)s dans des dizaines d'entreprises. **Nous avons la conviction que les moyens existent pour sortir de la crise, que les salarié(e)s, avec les syndicats et les organisations de gauche disposent d'une force considérable, capable de mettre en échec le gouvernement, dans l'urgence, et de construire une alternative de changement. C'est cette conviction que nous voulons faire partager en contribuant au succès de du 29 Janvier et en continuant de travailler sans attendre à ce que les rassemblements politiques s'opèrent pour faire entendre les exigences populaires.**



La paix en Palestine, maintenant !

L'armée israélienne a cessé son agression contre Gaza. Pour combien de temps ? Il a fallu plus de 1 300 victimes palestiniennes pour la plupart civiles dont nombre de femmes et d'enfants pour que l'Etat hébreu retire ses troupes. Plusieurs spécialistes ont fait état de l'usage de bombes au phosphore blanc, dont l'emploi contre les populations est prohibé par le droit international car elles causent de graves brûlures. Utiliser ces armes dans la bande de Gaza, zone la plus densément peuplée au monde, relève du massacre.

Hors, il y a malheureusement fort à parier que faute de règlement politique de la question palestinienne, la trêve soit de courte durée. C'est en tout cas ce que pensent les partenaires du réseau de collectivités françaises qui coopèrent sur place avec la Palestine (RCDP). Ni la France, ni l'Union européenne, encore moins les Etats-Unis, n'ont eu la volonté réelle jusqu'à présent de s'opposer à la stratégie guerrière d'Israël. Fort heureusement, de par le monde, dans notre propre pays, à Nantes, de puissantes manifestations de solidarité avec le peuple palestinien ont permis à nombre de pacifistes, de progressistes de dire haut et fort leur condamnation du crime que perpétrait Israël à Gaza.

Les député-e-s communistes ont obtenu un

débat parlementaire sur la situation au Proche-Orient. Piètre débat qui a vu un ministre des Affaires étrangères cautionner la position du chef de l'Etat. Seules les propositions des député-e-s communistes ont été claires :

envoi immédiat d'une force armée sous l'égide des Nations unies pour protéger les populations civiles dans la bande de Gaza, levée du blocus ; sanctions économiques contre Israël tant que son gouvernement ne respectera pas les droits de l'homme, reconnaissance de l'Etat palestinien dont la capitale serait Jérusa-



lem et fin des colonies pour retourner aux frontières de 1967. Cette voie est la seule possible pour mettre fin à ce conflit qui dure depuis des années et a des répercussions dans le monde entier.

La pression internationale doit être maintenue. Pour cela, seule l'intervention des peuples peut être déterminante.

De vous à moi...

Peut-on parler de Barack Obama sans sombrer dans l'hystérie ? Ici, on se vautre dans l'hommage outrancier. Là on se sent obligé d'expliquer qu'Obama n'est pas un homme de gauche tel qu'on l'entend en France. Peut-on être communiste et saluer la formidable mobilisation populaire qui a accompagné l'élection du président américain. Et oui ! C'est l'espoir de changement qui a porté Obama au pouvoir. Et c'est précisément cette capacité à incarner le changement qui fait cruellement défaut à la gauche française. De quoi froisser l'égo démesuré de Ségolène Royal. Plus que les éloges et les avertissements sur les déceptions à venir, je préfère m'en tenir aux actes et saluer les deux premiers gestes d'Obama : Annoncer la fermeture de Guantanamo et choisir le président palestinien comme premier homme d'Etat avec qui nouer dialogue. Le problème de l'impérialisme militaire et économique américain reste entier. Celui du pouvoir de droite en France aussi au demeurant. Alors ne boudons pas notre plaisir lorsque, ici où là des peuples témoignent de fortes exigences de changement. Ce sont les mêmes travailleurs de l'automobile qui sont mis au chômage technique ici et là bas. Ils ont les mêmes aspirations à la protection sociale, à l'accès à la santé, à la paix. Ce sont ces aspirations qui nous concernent. Bien plus que la mise en scène de l'émotion que suscite l'arrivée au pouvoir du nouveau président américain.

A.S.

...en Loire Atlantique.

VITE LU
VITE DIT

Ambition et engagement pour les communistes de Brière.

Pour la conférence de presse de rentrée, Véronique Mahé, élue secrétaire de section de Brière a pu témoigner de l'engagement des communistes de Brière. Un engagement autour de « valeurs et d'idéaux à défendre » en précisant qu'« Etre responsable des Communistes de Brière, c'est travailler avec une équipe et des militants » Avant de revenir sur un « Congrès au cours duquel les Communistes ont fait le choix de l'intelligence collective » et de rappeler que le Parti Communiste est une force qui compte en Brière avec ses nombreux élus et militants mais aussi « une influence et des actions concrètes » et « une grande volonté de reconquête ». Parce que le Parti Communiste est « un Parti d'avenir » puisque « c'est la question du capitalisme qui est posée aujourd'hui ».

Section de Saint-Nazaire: « Mettre en oeuvre nos choix politiques sur le terrain ».

Yvon Renevot a présenté à la presse « les choix politiques, stratégiques et organisationnels effectués par les communistes de Saint-Nazaire ». D'abord pour rappeler que les communistes restent déterminés à travailler à « des rassemblements à vocation majoritaire ». Parce que le P.C.F reste un parti de militants, capable de mobiliser et de construire des initiatives de grande dimension comme la fête annuelle au parc paysager de Saint-Nazaire, la fête de l'Humanité, une présence permanente aux portes des entreprises, sur les marchés, dans les quartiers. Les communistes ont décidé de poursuivre le P.C.F tout en le transformant, et de présenter les initiatives à venir : logement, préparation du 29 Janvier et diffusions du plan d'urgence du PCF en allant à la rencontre « des salariés touchés par les premières conséquences de la crise : chômage technique, licenciements, filialisation comme au chantier naval, à Airbus Aéroliia, dans les établissements scolaires... »

Les communistes présentent leur plan d'urgence contre la crise au salarié(e)s

■ Construction navale

100 000 heures de chômage en mars et en avril

Mercredi 21 janvier, dès 6 heures 30 du matin, une douzaine de militants rassemblés sur le terre-plein de Penhoët se répartissaient les 4 pages avant de partir, deux par deux, vers les différentes portes d'entrée où les salariés, en voiture ou à pied, commençaient à rentrer. Une bonne heure de distribution, d'échanges rapides au travers des vitres baissées. L'inquiétude et la tension sont palpables à l'embauche alors que la direction a annoncé, après l'annulation d'un paquebot de NCL et l'absence de confirmation de deux commandes pour MSC Croisiers, 100 000 heures de chômage partiel pour les mois de mars et d'avril. « Situation très délicate » a commenté la CFDT « 19 à 20 jours chômés par personne ». Pour la CGT, la situation est d'autant plus grave que les Chantiers ne seront pas les seuls à être fortement touchés par la baisse d'activité. Les sous-traitants dont le travail représente 70% de la

valeur des paquebots réalisés à Saint-Nazaire, vont eux aussi subir de plein fouet ce trou d'air dans le carnet de commandes. Et, derrière eux, c'est toute l'économie locale qui va souffrir. Dans un marché de la croisière en berne, la CGT réclame une nouvelle fois que la construction navale nazairienne se diversifie. Elle en appelle à l'Etat, nouvel actionnaire (33%) de STX France, pour qu'il soutienne l'entreprise, notamment via des commandes de navires militaires. « Dans ce contexte extraordinairement préoccupant », il a, insiste le syndicat, dans un tract récemment distribué aux portes de l'entreprise « la responsabilité de donner de l'activité aux Chantiers » relevant, sceptique, que « les promesses du Président de la République ne se sont, à ce jour toujours pas concrétisées. Comment, dans ce pays, peut-on aider et soutenir des banques responsables de cette crise, et ne



pas le faire pour les travailleurs qui sont en rien responsables ? » La question est d'autant plus pertinente qu'au-delà du mois d'avril, rien n'indique que les choses doivent s'arranger. Le carnet de commandes ne compte, en effet, pour l'heure, que trois contrats fermes. STX est en négociation avec MSC Croisiers pour que la construction de deux paquebots, annoncée l'été dernier, soit confirmée. Saint-Nazaire attend aussi la commande d'un troisième Bâtiment de Projection et de Commandement (BPC) destiné à la Marine nationale et annoncé par le ministère de la Défense, dans le cadre du plan de relance Sarkozy. Préconisant une relance massive des investissements, le 4 pages distribué par les communistes propose de « mobiliser l'argent (notamment les 360 milliards du plan d'aide accordé sans contrepartie aux banques) pour engager une nouvelle politique économique au service des hommes et respectueuse de l'environnement ». N'est-ce pas d'abord de cette mobilisation dont a besoin la navale nazairienne pour prendre un nouveau départ ?

■ Christian Leduc Technicien aux chantiers navals de Saint-Nazaire

Salarié et militant syndicaliste aux chantiers, j'ai été, bien évidemment présent, dans les initiatives lancées par le parti en direction des sites touchés par la crise. Une initiative plutôt bienvenue qui devrait permettre de situer clairement les responsabilités de chacun dans cette affaire. Il faut savoir qu'ici, au-delà de la construction de trois paquebots en cours, le carnet de commandes est pratiquement vide. D'où l'inquiétude des salariés. Sarkozy multiplie les promesses mais dans les faits, on ne voit rien venir. Seuls ses copains tirent leur épingle du jeu. Ils veulent faire payer la crise aux salariés en serrant encore un peu plus la vis des salaires et de l'emploi. On va se défendre mais, au-delà de la riposte, il faut maintenant avoir une vraie réflexion sur la relance de la politique industrielle car c'est la production et elle seule qui crée les richesses du pays.



■ Biscuiterie nantaise :

« Elle est bien tombée la crise pour le patron ! »

La Biscuiterie Nantaise localisée à Vertou se prépare elle aussi à la grande mobilisation du 29 janvier. Dans le cadre des initiatives des 22, 23 et 24 janvier, les communistes sont allés à la rencontre des salariés de la fameuse marque de biscuits.

Parmi eux, Jean-Paul, militant communiste et salarié de la BN qui lance : « elle est bien tombée la crise pour le patron ! ».

En ce début d'année, les négociations salariales ont eu lieu, seulement 2% d'augmentation.

Pour Jean-Paul, le patron de la BN profite de l'alarmisme ambiant autour de la crise économique pour ne pas augmenter les salaires alors que ce secteur d'activité ne subit pas les effets de cette crise. Jean-Paul est signataire de la pétition sur la proposition de loi du député communiste Alain Bocquet qui veut que les salaires amputés à cause du chômage partiel soient complétés par la mise à contribution des dividendes versés aux actionnaires en 2008.

Il va inviter ses collègues à faire de même.

■ Nantes: « cette fois ci, il faut faire fort ! »

Devant la gare SNCF, ce Jeudi 22 Janvier, la pluie tombe à grosses gouttes mais n'entame pas l'enthousiasme de la dizaine de militants communistes parmi lesquels les élus communistes de Nantes.

Les voyageurs passent vite, font parfois quelques pas en arrière pour prendre le tract lorsqu'ils entendent qu'il s'agit de propositions pour faire face à la crise.

Présent aussi, le secrétaire de la cellule des cheminots PCF entame naturellement la discussion avec ses collègues. La mobilisation du 29 Janvier est dans toutes les têtes.

Des doutes parfois « est ce que ça suffira ? » mais aussi l'espoir d'une réaction forte des sala-

rié(e)s qui permette de mettre un coup d'arrêt à l'offensive de la droite en direction du monde du travail.

Plus tard, les communistes de la section de Nantes se sont dirigés



vers les restaurants d'entreprise, celui de la Maison des Administrations Nouvelles, celui de la Poste et vers la Caisse Régionale d'Assurance Maladie pour échanger au moment de la pause déjeuner. Mêmes doutes, mêmes espoirs, et une attention nouvelle

en direction de ceux qui comme le PCF mettent en débat des propositions politiques.

« Il faut aller plus vite maintenant. Le gouvernement est sur tous les fronts alors cette fois ci, il va falloir faire fort ! » dira cette postière.

Le 23, ce sont les salariés des services municipaux qui ont été accueilli par les militants communistes à l'embauche.

Déjà, on commençait à entendre « Ah, ce sont les propositions du PC ? Je les ai déjà eu hier ».

Et la campagne devait se poursuivre sur les marchés de quartier du week-end mais aussi au moment de la relève des équipes à Beghin-Say ou à Saunier Duval.

Le dossier.

« ...Jeune cherche avenir dans société en crise... »

Les jeunes sont partie prenante de la majorité des mouvements sociaux. Pourtant, leurs conditions de vie ne cessent de se durcir. Portrait d'une génération qui porte particulièrement les stigmates de la société actuelle.

« J'avais vingt ans. Je ne laisserai personne dire que c'est le plus bel âge de la vie. » Ces quelques mots de Paul Nizan datent de plus de 70 ans. Ils font pourtant singulièrement écho aux difficultés auxquelles la majorité des jeunes ont aujourd'hui à faire face. Bourses insuffisantes, manque de logements dédiés aux jeunes, petits boulots non qualifiés à profusion... les jeunes sont aujourd'hui abonnés à des politiques sociales qui restent de l'ordre du filet de sécurité. Il n'existe aujourd'hui aucune politique d'ensemble qui garantisse à chaque jeune de pouvoir construire son propre avenir. Quelles qu'aient été les orientations politiques des gouvernements, aucun ne

les jeunes sont parfois même utilisés comme des leviers pour précariser l'ensemble de la société

s'est donné l'ambition de s'attaquer à l'ensemble des inégalités auxquels les jeunes sont soumis. Les débats sur la revalorisation des bourses ou des aides au logement, si importants puissent-ils être pour la situation de certains jeunes, ont systématiquement supplanté celui sur l'ambition que se donne la société pour sa jeunesse et les moyens de la

mettre en oeuvre.

Les jeunes ne sont donc aujourd'hui pas considérés comme ce qu'ils sont, c'est-à-dire l'avenir de toute société. Souvent stigmatisés comme la nouvelle « classe dangereuse », ils sont parfois même utilisés comme des leviers pour précariser l'ensemble de la société, comme avec le feu Contrat Première Embauche. L'enterrement du CPE en 2006 montre pourtant bien que, bien loin de la subir, nombre de jeunes refusent de rester dans la situation de précarité dans laquelle une partie de la classe politique veut l'assigner. Depuis 2002, pas une année ne s'est passée sans que nombre de jeunes ne se mobilisent. Que cela soit

contre des réformes faisant régresser leurs conditions de vie ou d'études ou pour faire vivre des valeurs de solidarité, comme en 2003 contre la guerre en Irak. Si elles n'ont pas toutes été victorieuses, ces mobilisations ont malgré tout réussi, au prix d'un âpre débat politique, à faire émerger des thèmes politiques, tels ceux de la réussite de tous dans le système éducatif, la sécurisation des parcours de formation ou la nécessité de donner aux jeunes de nouveaux droits. Des thèmes aujourd'hui repris par la quasi-totalité des formations politiques, y compris par la droite, mais souvent dévoyés des aspirations qui les avaient fait émerger. La question des solutions pour sortir de la

crise s'entrechoque avec celle de la politique en direction des jeunes.

La montée de solutions encore plus libérales sur les questions de l'emploi et de l'éducation pourrait jeter un nombre encore plus important de jeunes hors du salariat ou du système scolaire. Au contraire, la montée de solutions alternatives permettant à chacun de se construire ses propres parcours de formation, professionnel, et de vie, conduirait à



déboucher l'avenir de millions de jeunes. Ne serait-ce pas là un des enjeux centraux pour les prochaines années ?

Ils ont dit :

Benjamin Filliâtre, coordinateur départemental de la JC 44 :

Les jeunes ont été des cibles de choix pour les derniers gouvernements. Qu'est-ce que cela vous inspire ?



C'est la marque que la droite s'attaque à la société non seulement sur le court terme, mais aussi à long terme. En démolissant le système éducatif (réforme des primaires, réforme Darcos, LRU,...), elle tente d'empêcher chacun de choisir sa voie et son avenir. En réduisant les critères

de bourses elle contraint une partie des jeunes à suivre des études à mi-temps. La tentative pour précariser encore plus la jeunesse qu'était le CPE est une autre marque de leur dédain envers ceux qui sont l'avenir de la France.

Quel peut être le rôle des jeunes dans le débat sur les solutions pour sortir de la crise ?

Les jeunes apportent un regard neuf, ils n'ont pas forcément d'idées préconçues sur ce qu'il faut faire pour sortir de la crise. Ils parlent donc franchement. De plus la crise les touche au premier plan, car s'il y a licenciement massif, il y a aussi de moins en moins d'embauche, et ce sont ceux qui sortent des études pour chercher un emploi qui vont avoir le plus de mal à en trouver. Les jeunes étant touchés de plein fouet par la crise du capitalisme, ils doivent avoir leur mot à dire quant aux solutions pour en sortir.

Vous lancez une bataille pour gagner de nou-

veaux droits pour les jeunes. Pouvez-vous nous expliquer ?

La bataille pour de nouveaux droits pour les jeunes consiste à sortir de la sphère défensive afin de se battre pour nos idées et non uniquement de se battre contre celles du gouvernement. C'est une bataille nationale, mais qui vise à gagner des droits au niveau local, quelque soit le domaine (transport, culture, santé, logement,...). Menée au plus près des jeunes, là où ils vivent, étudient,... cette campagne vise à démontrer que nous sommes une force de proposition qui partage les besoins et les aspirations de la jeunesse, et qui a pour vocation de les défendre. Nous souhaitons ainsi renforcer notre présence auprès des étudiants, lycéens, jeunes travailleurs, et faire entendre les volontés des jeunes du département.

Marlène Collineau, élue Unef au CA du CROUS des Pays de la Loire

Trop souvent perçus comme des privilégiés, les étudiants ne sont pas cette « jeunesse dorée » que l'on décrit souvent. Ils sont une population trois fois dépendante : de leurs parents, de l'État et de leur travail salarié. Il n'est plus admissible d'entendre qu'il est normal « de galérer » quand on est étudiant. Être étudiant, c'est permettre à notre société d'évoluer collectivement. Permettre au plus grand nombre d'étudier, c'est promouvoir le progrès social.

Face au constat de la précarité étudiante, l'Unef est persuadée que la seule réponse est la création d'un « statut social de l'étudiant » qui permettrait la mise en sécurité sociale de tous les étudiants. L'allocation d'autonomie en serait son volet financier et couvrirait les besoins des étudiants. Ce n'est que par la protection sociale que l'on permettra la réussite de tous. Et c'est par cette réussite collective, que l'Unef oppose à la réussite individuelle, que nous permettrons la réussite sociale. C'est ainsi que l'on prépare l'avenir.



2002-2009, les jeunes sur tous les fronts

- 2002 : Mobilisation anti-Le Pen
- 2003 : Manifestations contre la guerre en Irak
- 2004 : Mouvement contre les conclusions du Rapport Thélot
- 2005 : Référendum contre le Traité Constitutionnel
- 2006 : Retrait du Contrat Première Embauche
- 2007 : Mobilisation contre la Loi sur la Responsabilité des Universités
- 2008-2009 : Mouvement contre les réformes Darcos

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Plus profond que prévu

Fin septembre, le ministère du Budget annonçait un déficit de la Sécu de 8,9 milliards d'euros pour 2008. En novembre, c'était 9,3 milliards d'euros. Ce sera finalement 10,5 milliards d'euros.

Après la fusion, la fermeture

Les syndicats du Pôle emploi ont appris, dans un document remis en vue d'un CCE que la direction prévoit que sur les 1542 sites actuels (ANPE et ASSEDIC), pas moins de 586 devraient fermer d'ici à fin septembre.

Renégociation ?

La CFDT se retrouve seule signataire de la convention UNEDIC, approuvée côté patronal par le MEDEF, CGPME, UPA.

De nouveau menacé

Le gouvernement s'appuie sur le mouvement de grève à Saint-Lazare pour annoncer un durcissement de la loi sur le service minimum dans les transports. Nous pouvons compter sur le zèle de B. Hortefeux, tout fraîchement nommé ministre du Travail.

Un bien triste bilan !

29796 expulsions du territoire en 2008 : voilà à quoi se résume la politique de l'immigration de M. HORTEFEUX ! Il est aberrant et scandaleux de cantonner la politique de l'immigration de la France -terre des Droits de l'Homme- à un décompte aussi funeste que celui des reconduites à la frontière et de s'en vanter.

Non au fichage ADN

Une soixantaine de personnes (FSU, LDH, PCF, les Verts) se sont rassemblés le 20 janvier au tribunal de St Nazaire pour soutenir un lycéen poursuivi pour refus de fichage ADN suite à sa participation au mouvement de décembre. Réquisitoire du procureur : 1 mois de prison avec sursis.

Instit' au tribunal

Sami Benméziane, enseignant à Basse-Indre, était parmi les manifestants évacués de l'Inspection académique en juin dernier. Il est poursuivi pour rébellion. Son comité demande la relaxe. Il comparaitra devant le tribunal correctionnel le 23 février. D'ici là pour faire du bruit autour de cette affaire, quatre nouvelles manifestations sont prévues, dont un meeting-concert le 31 janvier à Basse-Indre.

Man Diesel SAS

Les techniciens itinérants après 10 jours de grève obtiennent la mise en place d'un nouveau forfait horaire qui tient compte des heures réellement travaillées.

Fac en colère

Des conférences ont été organisées à la place des cours habituels sur les enjeux de la réforme des Universités, sur la réalité du métier d'enseignant, et sur la recherche.

Désengagement

Les associations désespèrent d'Espoir banlieue. Le collectif «associations en danger», constitué de 100 associations et syndicats, demeure inquiet de la situation de la vie associative en ce début d'année. Aujourd'hui, sous couvert de la RGPP, le gouvernement diminue à nouveau son soutien aux associations, notamment par le démantèlement de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.

Investir dans l'éducation

Environ 60000 personnes ont manifesté le 17 janvier dans toute la France pour défendre le service public de l'éducation. Parents d'élèves, jeunes et enseignants ont défilé en faveur d'autres choix de politiques éducatives et budgétaires. L'empilement de réformes décidées ces dernières années s'est trouvé au premier plan des manifestations : suppression de la carte scolaire, réforme des programmes, perte de 2 heures de cours pour tous les élèves de l'enseignement primaire, suppression des RASED, réduction d'un an de la préparation au baccalauréat professionnel, suppression des IUFM, mise en extinction progressive de l'école maternelle, réforme des lycées... et à chaque fois, elles s'accompagnent de dizaines de milliers de suppressions d'emplois. Toutes ces réformes s'inscrivent dans un projet cohérent qui en réalité vise la mise à mort du service public de l'éducation nationale pour laisser place à un système qui renforcera le tri social par la mise en concurrence de tous. L'évaluation de tous les élèves de Cm2 de France en est un autre exemple. Là aussi, la riposte s'organise : à Saint Nazaire, par exemple, des parents ont refusé d'amener leurs enfants à l'école le premier jour de ces évaluations. La FCPE44 a demandé le report de ces évaluations. Pour les heures de soutien, des enseignants remplacent les 2 heures de soutien individualisé hebdomadaire par des heures pour l'ensemble des élèves, regroupés par atelier.

Rien de bon ne pourra se faire sans tenir compte de l'avis des premiers intéressés et en restant indexé à une logique comptable entêtée. La proportion de la richesse nationale que la France consacre à son école aujourd'hui est la même qu'il y a 50 ans ! Ce 17 fut une étape avant le 29 !



Proche-Orient : paix, justice, sécurité

Enfin !!! Après 3 semaines de guerre, plus de 1300 morts, 413 enfants, 104 femmes, et plus de 5000 blessés, le conflit qui de manière démesurée opposait Israël au Hamas et dont seront victimes des milliers de civils Gazaouis touche à sa fin.

Les crimes commis par Israël, les violences injustes et injustifiables à l'encontre du peuple palestinien ont ému nombre de militants de la paix et de citoyens écoeurés par la brutalité des attaques israéliennes. A mesure que le conflit se poursuivait, en écho, la mobi-

lisation augmentait. Dès le 30 décembre, des rassemblements étaient organisés dans notre département afin que la France et l'Europe agissent pour mettre un terme à l'agression et qu'un soutien soit apporté au peuple palestinien. Toujours plus nombreux (jusqu'à 5000 à Nantes et 600 à Saint-Nazaire) les manifes-

Et surtout la santé !



Après Mme Boutin, qui a expliqué qu'elle veut privatiser le logement social dans l'intérêt des habitants, Mme Bachelot explique qu'elle privatise la santé dans l'intérêt des malades, qu'elle ferme les hôpitaux de proximité pour lutter contre les déserts médicaux, qu'elle supprime toute place à l'intervention des soignants, des malades et des élus dans les instances de décision par souci de démocratie... Les français ne s'y trompent pas. Ils veulent être bien soignés. Et les drames survenus en série aux premiers jours de l'année les confortent dans l'idée que l'hôpital manque de moyens. Selon un sondage paru le 20 janvier dans le journal Les Echos, 71% de la population juge l'hôpital «sous financé». La population continue de placer ces questions de santé dans ses préoccupations prioritaires. Le Gouvernement ne peut sans cesse louver entre la nécessaire

réponse aux besoins et sa politique d'économies. La loi de financement de la Sécurité sociale 2009 et le projet de loi «Hôpital, patients, santé, territoires» ne font qu'aggraver la situation. La persistance du déficit de la Sécurité sociale, 10,5 milliards d'euros en 2008, le montre bien. Mais, si le déficit perdure, c'est bien parce que le gouvernement refuse toujours de prendre les mesures d'envergure nécessaires pour un financement pérenne et suffisant permettant d'augmenter les recettes de la Sécurité sociale. En 10 ans, de 1996 à 2006, les exonérations de cotisations sociales sont passées de 10 milliards d'euros par an à 23,6 milliards d'euros. Il est donc facile de vider les caisses de la sécurité sociale et de crier au scandale sur les dépenses hospitalières. L'amélioration de notre système de santé est indispensable. Nous le dirons le 29 janvier.

tants, a force d'opiniâtreté, ont obligé les dirigeants de leurs états et des instances internationales à oeuvrer pour la paix (somme toute de manière bien prudente).

Le cessez le feu proclamé, la mobilisation ne doit pas faiblir ! La situation dans laquelle se trouve la Palestine est

dramatique. Le blocus israélien risque fort de perdurer rendant les conditions de vie de plus en plus pénibles et la reconstruction difficile. Il faut faire entendre, une fois de plus, qu'une solution pacifique existe, et que celle-ci ne pourra être viable que dans la reconnaissance et la constitution de deux états souverains.



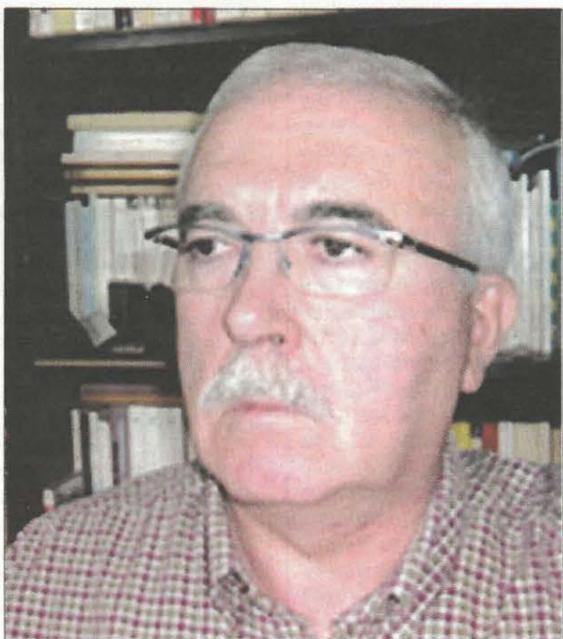
Evènements, culture, idées.

« L'ÉDITION à l'ENCAN* ? »

L'Huma-Café de Nantes reçoit Jean-Claude LEBRUN

Rentrées littéraires à répétition, promotions non-stop, auteurs jetables, marchandisation de tous les circuits. Et à côté de cela, des écrivains intègres, des Festivals du Livre courageux, des libraires «du coin de la rue» qui résistent. Jean-Claude Lebrun, enseignant et chroniqueur littéraire à l'Humanité, participe régulièrement aux Mardis littéraires de France-Culture. Spécialiste du roman français contemporain, il est chargé de cours à l'Institut Supérieur de Traduction et d'Interprétariat de Bruxelles et à l'université d'Angers. Il a publié, en collaboration avec Claude Prévost, Nouveaux Territoires romanesques (Messidor, 1990), ainsi que des entretiens avec André Stil, Une vie à écrire (Grasset, 1993). Il est l'auteur d'études sur François Bon, Bernard Chambaz, Michel Host, Eric Laurent, Christian Oster, Alain Nadaud... Il a également publié Jean Echenoz (éditions du Rocher, 1992), Jean Rouaud (Editions du Rocher, 1996), Roger Martin du Gard, Le Cahier gris (Gallimard, 2000) et Visages du roman français contemporain (Ministère des Affaires étrangères, 2003). Il a reçu en 2000 le Grand prix de la critique de l'Académie française. Il a aussi accompli plusieurs missions cultu-

relles sur la littérature française contemporaine en Allemagne, en Russie, en Chine, au Kazakhstan, au Kir-



ghiztan. Pour 2009 il a déjà au programme Hanovre et Hambourg, la poursuite du séminaire en Chine, et un projet est en train de prendre forme pour le faire revenir à Irkoutsk, Novossibirsk et Vladivostok pour la formation des professeurs des universités de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient russe, où il était déjà en 2006. Nul doute qu'il ne pourra pas échapper à l'évocation de l'enthousiasme pour la littérature française qu'on ressent dans ces contrées, et il me souvient d'une rencontre encore récente dans le métro de Tach-

kent en Ouzbékistan avec des étudiants(es) avides de communiquer avec «l'étranger», dans un français

parfait, leur connaissance de nos auteurs contemporains... qui en aurait surpris plus d'un ! Jean-Claude Lebrun, enfin, est un habitué du Lieu Unique où il a animé plusieurs séances de l'Université Populaire, et notamment une rencontre complice avec Jean Rouaud -qu'il fit d'ailleurs découvrir en avant-première aux lecteurs de l'Humanité-, séance qui est restée mémorable pour ceux qui y ont assisté. Cette fois, il y revient pour nous dire ce qu'il a envie de dire depuis longtemps. Dans la colonne quasi hebdomadaire qui lui est réservée dans

l'Humanité, Jean-Claude Lebrun rédige une chronique vigilante, perspicace et mesurée, qui ne peut donner qu'envie de lire les ouvrages qu'il signale et dont à défaut de pouvoir se les acheter il est indispensable de les emprunter (voire de les faire commander) auprès des diverses médiathèques, bibliothèques et autres lieux de lecture publique qui sont à notre disposition autour de nous. Une «table» d'ouvrages de Jean-Claude Lebrun sera à votre disposition dans le Salon de Musique ; il y aura aussi quelques affiches éditées par la Société des Amis que vous pourrez vous procurer. A très bientôt pour une soirée enrichissante à tous points de vue. **VENDREDI 6 FEVRIER 2009 à 18 heures au Salon de Musique du Lieu Unique Quai Ferdinand Favre. 44000 NANTES.** Tramway Ligne 1 et Bus arrêt Duchesse Anne ; Parkings : SNCF Gare Nord et Sud, Place Duchesse Anne, Allée Baco, Cité des Congrès.

* «vente à l'encan» : du Latin «in quantum» = pour combien ? Au figuré = en parlant des choses qui ne devraient pas être vendues, par ex. «mettre sa conscience à l'encan ; justice, honneur à l'encan».

LIRE

Sortir du capitalisme pour sauver la planète

Plutôt étrange qu'un journaliste du Monde, écolo critique, n'hésite pas à titrer ainsi que pour sauver la planète, il faille sortir du capitaliste. Est-ce un air du temps de crise, ou volonté de rééditer le succès d'édition de l'ouvrage précédent d'Hervé Kempf, «Comment les riches détruisent la planète» ? Pour l'auteur, dans ce nouvel essai, le capitalisme d'avant disparition n'a même plus droit au bénéfice d'inventaire. Sa domination dans l'économie-monde, c'est «la corruption au coeur du nouveau capitalisme», avec «le règne des spéculateurs», et le «triomphe des inégalités». La vie réduite à la consommation ne peut déboucher que sur de la frustration. Le capitalisme qui «veut tuer la société» n'a rien d'autre à lui offrir que «du pain, des jeux et du sexe». Avec «la perte du lien social» et à travers «la privatisation de l'espace public», il privilégie la psychologie au détriment de la politique. Le capitalisme, argumente-t-il, après un bref règne de deux cents ans au regard de l'histoire, s'est désormais métamorphosé en «fleur putride» : il génère tout à la fois une crise économique majeure et une crise écologique d'ampleur historique. Cependant, en dépit de ces menaces, pour l'auteur l'avenir reste ouvert et l'optimisme de mise : non seulement un autre monde est possible, il est indispensable et serait même à notre portée, puisque «les alternatives sont déjà là». Pour sauver la planète, il faut donc sortir du capitalisme, en reconstruisant des coopérations qui puissent l'emporter sur le despotisme du marché. Et où le bien commun prévaudra sur le profit. Cependant, si le livre est souvent pertinent sur le constat et plutôt innovant sur les perspectives, il fait cependant trop largement l'impasse sur les modalités concrètes de l'avènement d'un autre monde possible assurément urgent. H.Kempf, Pour sauver la planète, sortez du capitalisme, Coll. L'Histoire Immédiate, Seuil, 2009, 154 p. 14€.



VOIR...



Folle journée 2009

Quatrième Folle Journée «baroque» après la Folle Journée Bach de 2000, la Folle Journée «italienne» de 2003, et «L'Harmonie des Nations» de 2006,

consacrée à la musique européenne du début du XVIIIe siècle, la Folle Journée 2009 emprunte les chemins qui mènent à Jean-Sébastien Bach, sous le titre : «Bach, Buxtehude, Schütz» aux sources de la musique de J-S. Bach. Elle mettra l'œuvre de Bach en résonance avec celle des compositeurs qui lui ont succédé, du XIXe siècle à nos jours : transcriptions et créations inspirées de la musique de Bach. Du 23 au 25 janvier 2009 en région Pays de la Loire, puis du mercredi 28 janvier au dimanche 1er février 2009 à Nantes. Billetterie ouverte depuis le 3 janvier 2009.

MÉDIAS

Lifting dans la presse locale

Les deux quotidiens régionaux viennent de changer de look. Discrètement pour Ouest-France, plus radicalement pour Presse-Océan qui adopte un format tabloïd du même type que celui des gratuits. Avec de multiples conséquences : redécoupage géographique des rubriques et éditions, où tout le monde ne s'y retrouve plus. Et raccourcissement des articles, vers une info zapping aux titres accrocheurs, mais au contenu light.

Pas sûr que la qualité de la presse locale y trouve vraiment son compte. Mais un ballon d'essai sur PO, pour voir si ces modifications sont de nature à corriger la baisse générale du lectorat de la presse écrite. De deux choses l'une : ou ça marche pour PO et la recette sera ensuite appliquée à OF. Ou c'est un échec, qui justifiera la disparition annoncée de PO, son lectorat étant récupéré par OF, qui gagne ainsi sur tous les tableaux. Ces changements cosmétiques provoquent néanmoins l'inquiétude des correspondants locaux de la presse, dont le statut bâtard

est à l'occasion rudement mis à l'épreuve. Etant payés «à la pige», leurs revenus sont



affectés par le raccourcissement de leurs articles. En outre, l'utilisation conjointe par OF et PO du site Infocale.fr pour le recueil des

communiqués associatifs leur retire le pain de la bouche. Ces annonces doivent s'inscrire impérativement dans des rubriques prédéfinies, bien peu adaptées aux formes émergentes de la vie démocratique locale, dans une bien étrange vision de la vie locale privilégiant l'individualisme, ludisme et consumérisme... Où peut donc s'inscrire ici la vie militante et politique locale, quand elle existe encore, comme la notre, hors des périodes électorales ? Nulle part. Une éradication sans faille. Rien qui vaille au final dans un tel relookage, pour la qualité et le pluralisme de l'info locale.

près de vous

Logements d'urgence

Sarkozy ment

Michel LUCAS s'indignait récemment devant ses collègues de la communauté urbaine de Nantes que le Préfet refuse d'ouvrir le foyer Saint-Martin alors que, depuis un an, dans l'agglomération nantaise, 24 personnes sont décédées dans la rue. Les manifestations récentes contre l'expulsion de deux familles Roms avec enfants sans alternative de relogement atteste des besoins. **N'était-ce pas Nicolas Sarkozy qui, il y a tout juste deux ans, promettait pour 2008 que « plus personne ne soit obligé de dormir sur le trottoir et d'y mourir de froid ? »** a questionné l'élu.

Région

Lutter contre la crise



Lors du débat d'orientations budgétaires, Philippe DENIIS, président du groupe a appelé ses collègues à lutter résolument contre la crise en « mobilisant les finances de la Région », en confirmant notamment leur « ambitieux » programme pluriannuel d'investissement (2,4 milliards) et en entrant « en résistance contre les projets gouvernementaux actuels qui conduisent à assécher les finances de nos collectivités (transferts de charges non compensés, suppression de la taxe professionnelle, réduction drastique des dotations de l'Etat) ». Appelant à participer aux manifestations du 29 janvier et s'adressant aux conseillers régionaux de droite, il leur a assuré : les élu-e-s communistes porteront, « plus que jamais, la nécessité de réorienter la richesse produite par les salariés vers des investissements utiles pour un développement équilibré des territoires et des capacités humaines ».

Conseil Général

L'argent utile aux gens

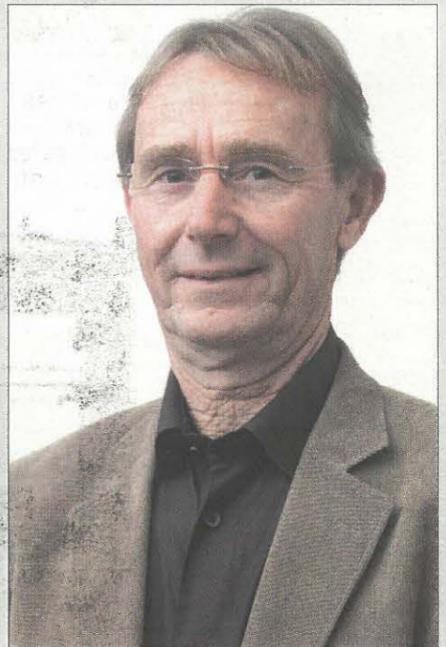
A l'heure où la commission Balladur travaille à un « Big Bang territorial » qui aurait notamment pour conséquences de faire disparaître les départements, Roger DAVID, conseiller général du canton de Montoir de Bretagne, soucieux d'informer ses électeurs sur la façon dont est utilisé l'argent de leurs impôts, rappelle que la commission permanente du conseil général qui se réunit tous les mois, a voté, en décembre 2008, plus de 600 000 euros d'aides et de subventions aux 4 communes du canton : 365 000 euros de participation financière aux travaux d'extension de la résidence des personnes âgées Camille CAUDEL à Trignac, soutien la réouverture de la supérette de Saint-Malo de Guersac (seul commerce alimentaire de proximité de la commune) : 50 000 euros, aides à l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH) pour des interventions sur Donges, Montoir, Trignac et Saint Malo de Guersac : 155 000 euros...

L'invité

■ Quelle réforme des collectivités territoriales ?

Comme beaucoup de gens que je côtoie, je ne suis pas satisfait de la situation actuelle de nos collectivités locales et je pense qu'elle appelle une véritable réforme. Stigmatisés par Nicolas Sarkozy quand il parle avec mépris, de « millefeuille territorial », l'enchevêtrement des compétences et la prolifération des échelons de décision sautent aux yeux des moins avertis. Un de ces échelons est-il de trop ? La question est posée, puisque l'idée de supprimer les départements ou de les transformer en simples arrondissements des régions est avancée. Le département est-il aujourd'hui inutile ? Remplit-il mal ses missions ? Je ne le pense pas. Le département est d'ailleurs tellement inutile qu'à chaque nouvelle étape de la décentralisation, les compétences transférées le sont d'abord... aux départements ! Faut-il regrouper des régions ? J'ai entendu parler de la réduction de leur nombre de 22 à 15. Je pense que seuls nos concitoyens, par référendum local, ont compétence pour trancher cette question. En fait, comme toujours avec les « réformes » Sarkozy, nous ne sommes pas sur le fond du problème. Le fond du problème c'est l'incapacité de l'Etat à accepter la démocratie locale, sa volonté persistante à vouloir organiser les collectivités en prestataires de service, à les obliger à se soumettre à son bon vouloir.

La question essentielle qui doit être posée dans le cadre d'une réforme des collectivités locales c'est : comment mieux répondre aux attentes de nos concitoyens ? Nous avons, pour cela besoin d'une nouvelle avancée démocratique, permettant de créer de nouveaux rapports avec les habitants des territoires pour favoriser leur participation active à la vie de la cité. Mais nous avons besoin aussi de garantir la capacité juridique et financière des collectivités locales à agir réellement dans le sens fixé par leurs concitoyens. Cela pose la question des moyens financiers des collectivités, de leur rapport avec l'Etat et de leur liberté d'action.



Hubert Delahaie,
Conseiller régional

L'activité

■ Nantes Métropole

Yann Vince « 700 emplois directs, 24 000 emplois indirects dépendent du port »

Lors de sa dernière séance, la communauté urbaine a désigné ses représentants au nouveau Conseil de Développement du Grand Port Maritime de Nantes - Saint-Nazaire. Au moment où, avec sa réforme, le gouvernement vient de céder « une partie du potentiel public aux entreprises privées », Yann VINCE a rappelé le poids du port dans le développement économique régional.

« Le port Nantes Saint-Nazaire c'est 34 millions de tonnes de marchandises traitées en 2007, plus de 700 emplois directs et 24000 emplois indirects sur la façade ouest ». Le président du groupe des élus communistes a tout particulièrement insisté auprès des conseillers communautaires sur « l'importance stratégique du transport maritime », alternative particulièrement efficace au tout camion. L'an dernier, a-t-il rappelé, très critique, « 30 millions d'euros ont été investis par les collectivités sans aucun denier provenant de l'Etat ».

■ Syndicat Départemental d'Energie Risques de courts circuits

Le nouveau Syndicat Départemental d'Energie de Loire Atlantique (SYDELA II), est entré en fonction le 1er juin 2008. Il est présidé par Mr Clouet, conseiller général, maire de Pontchâteau. Ce SYDELA II a « en tant qu'autorité organisatrice » (article 2 de ses statuts) le pouvoir de choisir le fournisseur d'électricité de 194 communes à caractère rural du département (dont 7 communautés de communes). Les grandes villes ne sont pas concernées car elles ont des services communaux capables d'assurer les activités du syndicat. Il aura donc la possibilité de nous faire quitter le système de tarifs régulés d'EDF et de GDF. On sait que le gouvernement y est très favorable. Les grandes entreprises qui ont fait cette expérience en 2003 ont vite compris, au renouvellement du premier contrat, qu'elles avaient fait une erreur : les augmentations de tarif avoisinaient les +48 %. Le danger est d'autant plus grand que les membres du Comité Syndical du SYDELA, qui prennent les décisions, ne sont les représentants des communes qu'au deuxième degré. Sont-ils informés des dangers ? Qui les informe ? Ils peuvent avoir une proposition de contrat d'une entreprise privée qui soit très alléchante, probablement inférieure au tarif régulé. Mais à l'issue de ce premier contrat (en général 3 ans), ce ne sera plus le cas. Et la loi stipule qu'il n'est pas possible de revenir au tarif régulé une fois qu'on l'a quitté ! La facture des communes rurales qui auront fait ce choix sera lourde. Il convient donc qu'elles restent vigilantes sur les décisions du SYDELA II et que les votes du comité syndical sur les questions de la fourniture d'électricité soient publics.

Claude Aurfot
conseiller municipal de Besné

■ Montoir Hors sujet !

« Hors sujet » écrit sur son blog Hubert Delahaie à propos de l'intervention du maire présentant, mi janvier, ses vœux aux associations. « Discours insolite » pouvant laisser croire aux associations « qu'elles s'étaient trompées de date » constate, sur le sien, Daniel Le Barillec. Les longues déclarations du maire à propos du conflit avec le personnel municipal n'ont pas été bien accueillies par les participants qui n'ont pas forcément apprécié d'être pris ainsi à témoin. « Les propos tenus par le premier magistrat de la ville n'engagent qu'elle-même » précisent les deux élus affirmant que les élus communistes et républicains de Montoir sont « en total désaccord avec deux annonces faites : la mise en place d'un service de restauration scolaire avec un traiteur si le personnel reconduisait la grève et l'éventuel dépôt d'une plainte du maire à l'encontre de certains responsables pour des propos jugés diffamatoires... ». « On peut estimer que l'appel à un traiteur est du même style que la volonté de la droite de casser le droit de grève avec la mise en place de service minimum à l'école ou dans les transports, l'annonce d'une plainte éventuelle ne peut que s'apparenter à la volonté de criminaliser l'action syndicale » ajoute-t-il. « L'adversaire c'est, le 29 janvier, dans la rue, que nous le combattons ensemble » précise Daniel. Nous y défendrons « le pouvoir d'achat des fonctionnaires et de tous les salariés du privé, les 35 heures.. » complète Hubert qui pense que « la majorité de gauche de la ville de Montoir ne peut être en contradiction totale avec le mouvement social qui va grandir dans les jours qui viennent... ».



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Jeudi 29 janvier

Mobilisation pour la défense de l'emploi, la lutte contre la précarité, la hausse des salaires, la défense de la protection sociale et des services publics.

Manifestations

Ancenis : 14H00 rond-point espace 23
Châteaubriant : 14H00 place de la Mairie
Nantes : 14H00 place du commerce
St-Nazaire : 14H00 place de la gare

Banquet départemental

Vendredi 30 janvier : avec Patrick Le Hyaric, Directeur de l'Humanité, à la salle des fêtes d'Indre.

Nantes

Mardi 3 février : Comité local de la section à 18H30 au siège de la section.

Presqu'île de La Baule

Vendredi 13 février : Comité local de la section à La Baule

St Herblain Gesvre et Cens

Samedi 14 février : Soirée conviviale des communistes du canton de la Chapelle sur Erdre.

REPARTITION DES RESPONSABILITÉS DE LA FEDERATION

Michel RICA
et Mireille PERNOT

Membres du Conseil national

Michel RICA :	Secrétaire départemental Coordination de l'activité Relation avec les partis politiques
Yann VINCE :	Elections
Pedro MAÏA :	Vie du Parti Lien avec les sections Organisation
Mireille PERNOT :	Travail en direction des quartiers populaires
Michel DEJEU :	Travail en direction des lieux de travail
Dominique LUCAS :	Travail en direction de la jeunesse
Aymeric SEASSAU :	Communication Le journal départemental (NLA) Communication Relation avec la presse
Jérôme TURMEAU :	Le site internet du PCF 44
Manuel BLASCO :	L'Humanité et l'Humanité Dimanche
Raymond LANNUZEL :	Trésorerie départementale
Marie-Annick BENÂTRE :	Mouvements associatifs
Paul ROBERT :	Formation des communistes
Gilles BONTEMPS :	Lien avec les élus communistes et républicains Questions régionales
Joël CORPARD :	Service public / fonction publique
Jean-Noël LEBOSSÉ :	Agriculture et ruralité
Christian SAULNIER :	Logement
Michel PICAUD :	Santé
Pierre RIOU :	Retraités
Claude AUFORT :	Environnement et recherche

Cars pour le Banquet départemental

Un arrêt supplémentaire pour le car au départ de St-Nazaire va être fait à Montoir de Bretagne, place du marché à 18H20.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire: N° 0310 I 86504

Imprimerie: IMPRAM Lannion

Composition: SEM Locminé

Responsable de la rédaction:

Aymeric SEASSAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36

e-mail: nouvelles.loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:

Marie-Annick BENÂTRE

Yannick CHENEAU

Michel DEJEU

Pedro MAÏA

Jean-Yves MARTIN

Yann VINCE



Vite lu...

Vie du parti

Les nouvelles cartes d'adhérents sont arrivées dans les sections ! Il s'agit maintenant de faire en sorte que chaque adhérent l'ait en sa possession. Les responsables locaux du PCF vont prendre des dispositions pour aller à la rencontre de chaque adhérent afin de leur remettre la carte et de discuter avec chacune et chacun de la situation politique, de l'organisation des sections et des disponibilités militantes de chaque adhérent. Chaque adhérent peut aussi prendre l'initiative de contacter les responsables locaux afin de développer ou de renouer le lien. Lien qui participe à augmenter le niveau de riposte aux politiques de la droite puisque plus le PCF sera fort et organisé, plus il sera en capacité de mener la bataille idéologique nécessaire pour le peuple et contre une droite décomplexée mettant en place le programme politique qu'elle a choisi dont les résultats sont connus.

Beaucoup de sections ont, lors du dernier congrès de décembre, renouvelé leur direction, la remise de la carte est aussi un moyen de rencontrer les nouveaux responsables et de faire le point sur la structuration de la section. En effet, des sections se sont restructurées afin d'être plus en phase avec les réalités militantes, territoriales et sociologiques. Tout cela pour permettre une activité de terrain plus efficace et un rayonnement plus important.



logiques poursuivies est de modeler les jeunes à accepter le système capitaliste. L'idée est de se servir dès maintenant des jeunes comme appui pour précariser l'ensemble de la société

ment. Heureusement, si les jeunes sont parmi les plus touchés par la politique libérale, ils sont aussi ceux qui ont marqué leur résistance à ce projet. Pour que les jeunes ne

Les jeunes ne paieront pas la crise !!

Depuis plusieurs années déjà, la situation d'une grande partie de la jeunesse n'était pas brillante mais la période de régression qui s'annonce touchera de plein fouet les jeunes. Non seulement, comme une majorité de la population française, la droite souhaite nous faire payer plein pot la crise qui ébranle le système capitaliste mais nous

sommes et serons instrumentalisés pour tirer la société vers le bas. Réforme de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, petit boulot, mal logement, discrimination, perte progressive du pouvoir d'achat, casse des services publics... sont autant de coups portés aux moins de 30 ans avec son lot de mal vivre et d'aliénation. Une des

et de gagner la bataille dans la durée. En habituant les générations successives à l'idée de vivre dans la précarité, à accepter la logique du chacun pour soi, la droite veut façonner une société nouvelle bâtie sur l'absence totale d'aspiration au change-

soient pas des outils servant l'accompagnement des besoins du marché les jeunes communistes lancent une campagne pour gagner de « de nouveaux droits pour les jeunes ». Donner les moyens à la jeunesse, c'est donner les moyens de bâtir une

société. Nos propositions sur « les nouveaux droits pour la jeunesse » permettent de répondre à cette ambition. Ce dispositif de nouveaux droits est une façon, par le prisme de la jeunesse de commencer à répondre aux attentes de tous et non de faire des jeunes une catégorie de privilégiés. La mise en route d'un tel dispositif sort les jeunes des logiques libérales et fait de la jeunesse un levier de dépassement du capitalisme.

En Loire-Atlantique, les jeunes communistes réfléchissent plus particulièrement aux questions de santé, de transport, et de culture. Ils enta-



Juliette Bisson
Trésorière
de la JC 44

ment une réflexion avec des élus locaux pour regarder à des propositions concrètes de dispositifs pour la mise en place de nouveaux droits dans notre département.